

# Rappel des fondamentaux avant Gaborone

Tribune – Edito - Ndimby A. – 30/05/11

« Réunion de la dernière chance » à Gaborone les 5 et 6 juin prochains pour tenter de mettre un terme à la crise malgache. Combien de fois n'a-t-on pas entendu un tel qualificatif au gré des réunions dans les capitales africaines en vue de (tenter de) résoudre la crise malgache ? Avec à chaque fois les mêmes problèmes, et les mêmes déceptions, et ce pour une raison très simple : on a les mêmes personnes, les mêmes problématiques et le même autisme chronique mal soigné.

Au sein des dirigeants des quatre mouvances qui ont été créées par la médiation antérieure à Maputo, à part sans doute le Professeur Albert Zafy qui n'a pas vraiment quelque chose à perdre ou à gagner, les trois autres principaux protagonistes ont des intérêts personnels à faire valoir à Gaborone. Les uns pour se blanchir de dossiers pénaux (basés sur des faits réels ou supposés), et l'autre pour s'accrocher par tous les moyens à un siège volé par la voie des armes. Sans oublier les questions d'ego qui minent les relations entre ceux vaincus par la voie des mouvements de rue et leurs tombeurs, et la volonté de Andry Rajoelina de persister envers et contre tout et tous à se faire reconnaître une légitimité de Chef d'État, malgré les moyens tortueux utilisés pour arriver au pouvoir, et surtout le peu de crédibilité obtenue après plus de deux ans de pouvoir au vu des résultats politiques, sociaux et surtout économiques.

Mais depuis quelques jours, le PT a de quoi être content. Celui dont le rêve principal est de se faire appeler Président a enfin des photos avec des Chefs d'États : après Kadhafi, le Turc, le Comorien et le Sud-Africain (qui doit se demander ce qu'il fait dans cette liste). Et je ne puis m'empêcher de me demander ce que Jacob Zuma a pensé en voyant dans la délégation hative celui qui proclamait fièrement dans une interview donnée à Reporters sans frontières qu'il n'aimait pas les Africains qui, contrairement aux Malgaches, se coupent la tête avec des coupe-coupe.

Maintenant que la SADC se propose de jouer encore une fois au tour-operator avec un voyage des politiciens malgaches aux frais de la princesse, la classe politique, la société civile, les groupements, groupuscules et autres entités plus ou moins négligeables s'improvisent incontournables et indispensables. Et donc, exigent tous d'aller à Gaborone. Nos politiciens ayant toujours montré un grand appétit dès qu'il s'agissait de voyages, d'avantages, et de manière générale de tout ce qui satisfait l'intérêt supérieur de leur nation. Quand à celui de la Nation, il attendra. Car si certains pensent qu'il faut y aller pour signer la feuille de route en l'état, d'autres vont y aller pour en renégocier les termes. Cela promet de belles négociations, et autant de potentiel de retour à la case départ. Notamment sur la possibilité pour Ravalomanana de se présenter aux élections. Les uns diront que non, car il a été condamné. Soit. Mais dans ce cas, que l'on juge également ceux qui ont fait des coups d'État et tiré profit de mutineries, sans oublier les manipulateurs qui ont envoyé la foule se faire tirer dessus en février 2009. Par conséquent, ceux qui prétendent jouer aux père-la-morale et mère-la-vertu feraient bien de se remettre en question.

Avant que tout ce beau monde n'aille transformer cette « réunion de la dernière chance » en un fiasco, il est donc utile que l'on remette la balle au centre, et que l'on rappelle les nécessaires fondamentaux au sujet de cette crise. Car encore une fois, comment trouver la solution à un problème si le diagnostic dudit problème ne se fait de manière correcte ? Un peu comme si un médecin tentait de soigner un cancer à coup de cachets d'aspirine.

Il y a donc tout d'abord deux points que chacun devrait admettre. Primo, la prise de pouvoir par le Président de la transition (PT) en 2009 est un coup d'État, qui n'a été rendue possible que par le basculement de l'armée après la mutinerie du CAPSAT. Secundo, ce coup d'État a été favorisé par un ensemble d'erreurs de la part du régime Ravalomanana, même si de tels abus ne pouvaient servir d'argument à une prise de pouvoir en dehors des règles constitutionnelles. Oublier ces deux points, et en particulier, se cacher derrière des arguments fallacieux tels que « la volonté populaire » ou « la démocratie directe » pour justifier ce coup d'État, ne peut que paver la route vers une nouvelle désillusion à Gaborone.

Une fois ces deux points admis, le nécessaire partage du pouvoir devient une évidence en vue de ramener l'apaisement. Or, sous prétexte que certains chefs de l'armée et de la justice lui mangent dans la main ou les poches, le régime Rajoelina se complait dans un unilatéralisme et un autisme qui creusent pourtant jour après jour sa tombe politique. On ne va pas vraiment le plaindre, n'eût été le fait qu'il risque aussi d'entraîner le pays. Et une fois encore, l'utilisation d'arguments fallacieux pour maintenir envers et contre tout un

pouvoir clanique basé sur le copinage, l'accoquinage, le népotisme et autres curieuses valeurs, ne pourra pas mener vers l'apaisement requis pour amorcer la sortie de crise.

Refuser le superficiel

Gaborone ne sera donc qu'un flop de plus si on ne prend pas en considération deux autres aspects essentiels.

Primo, un partage véritable du pouvoir, qui implique une participation de l'opposition au-delà des détroqués et retourneurs de veste. Le jeu politique à Madagascar est ainsi fait que les gens se reconnaissent uniquement dans un leader, et non dans les sous-fifres qui pourront se balader d'un bord à l'autre sans que cela ne pèse dans la sortie de crise. Qu'on le veuille ou non, il faut donc un accord entre Andry Rajoelina et Marc Ravalomanana, pour espérer une solution durable. Autrement, les transfuges du TIM appâtés par les sirènes hâtives ne seront que des faire-valoir du putschiste.

Secundo, on ne peut aller rechercher une sortie de crise à Gaborone, et en même temps continuer à lancer des accusations à tort et à travers contre les opposants. Les sempiternelles pseudo-enquêtes aboutissant à des emprisonnements au sein de l'opposition afin de la décapiter, et créer l'atmosphère d'intimidation propice au régime totalitaire doivent cesser. Et les personnes jetées en prison sans procès par le pouvoir de transition, ou qui ont subi des procès téléguidés par des motivations politiques, mériteraient enfin une réelle justice.

Depuis deux ans, on constate que le manque de maturité et d'expérience politique du PT ne lui ont jamais permis de prendre les bonnes décisions pour sortir de la crise. Et que les mêmes facteurs ne lui ont pas permis de s'entourer intelligemment des personnes qui auraient pu lui servir de sherpa. Résultat : il reste prisonnier des réseaux à vocation de prédation économique qui lui ont permis de grimper au pouvoir, et qui profitent de la situation actuelle pour mettre le pays en coupe réglée. Ce sont ces réseaux qui sont les premiers à trouver satisfaction dans la situation actuelle, et qui s'arrangent pour perturber tout processus tendant à donner un peu d'intelligence et de sagesse au comportement de la transition. Cela explique qu'à chaque initiative tendant vers un rapprochement, on a systématiquement des pseudo-bombes artisanales ou des pseudo-attentats qui servent de justification à un raidissement de ceux qui seraient tentés de fléchir de leur extrémisme. Pseudo-bombes et pseudo-attentats dont les super-enquêteurs et super-juges de la transition s'empresseront bien entendu de trouver les commanditaires chez les opposants.

Mais il faut également dire que les trois mouvances ont auparavant laissé passer une chance, après l'échec de Maputo. En février 2010, le PT avait fait une proposition plus qu'acceptable dans le contexte, avec la mise en place d'un Conseil supérieur de contrôle de la transition (C.S.C.T). À force de faire la mijaurée et de rechercher l'impossible en dépit de toute appréciation objective du contexte, l'opposition est actuellement obligée de négocier des miettes. Par conséquent, actuellement de part et d'autre, il n'y a aucune victoire franche, ni aucune défaite précise. Les deux blocs se neutralisent, mais sans pouvoir faire bouger les lignes de front. Il faudra donc une véritable abnégation et un fort patriotisme de la part du Président Ravalomanana et de Monsieur Rajoelina pour que Gaborone serve à quelque chose.

Enfin, s'il y a un point sur lequel tout le monde s'accorde, c'est que la solution passe par les élections. Par contre, s'il y a un point sur lequel plusieurs s'accordent également, c'est le peu de confiance que l'on peut mettre dans le régime de transition actuel pour organiser des élections libres, fiables, transparentes, et dont les résultats seront acceptables. Les 2 ans passés n'autorisent en aucune façon à accorder une quelconque crédibilité à ce régime, qui s'est illustré par une élection ala-safay [1] et kitoatoa [2] en novembre 2010, une politisation sans vergogne de la justice, et fort peu de respect des lois, sauf s'il s'agit d'intimider les opposants. On verra bien par exemple ce que le régime hâtif fera de l'affaire Jao Jean. Cependant il est bien connu que dans les régimes totalitaires, les crimes ne sont des crimes que pour ceux qui sont du mauvais côté de la barrière. Gaborone ou pas Gaborone.

P.-S.

(1) Une gestion consensuelle et inclusive devrait respecter l'esprit de Maputo. À défaut de la lettre, les hâtifs ayant unilatéralement décidé que lesdits Accords étaient inexplicables. Et en premier lieu, Camille Vital doit céder la place, car ceux qui persistent à dire que c'est un Premier ministre de consensus argumentent comme des arracheurs de dents. (2) Sans doute certains vont s'empresser de braire que ce qui est écrit ici est un condensé (ou un réchauffé) de ce qui a été écrit depuis deux ans, sans résultats. Sans doute. Mais cela prouve également l'autisme de ceux à qui les messages s'adressaient. Dans la mesure où eux et leurs griots semblent comprendre vite à condition qu'on leur explique longtemps, nous nous faisons donc une joie d'user du principe qui veut que la communication est d'abord une histoire de répétition.

Notes

[1] Rappelons comment l'académicien Régis Rajemisa-Raoilson définit ala-safay dans son fameux Rakibolana malagasy : « fanaovan-javatra tsizarizary mba hisehoana ho nanao fotsiny ka hahafa-tsiny eo imason'ny olona ». Traduction imparfaite : acte bâclé, pour montrer qu'on a agi pour la forme, afin d'éviter les critiques d'une opinion qui n'aurait pas admis l'inaction.

[2] kitoatoa = bâclé(e)

Source : <http://www.madagascar-tribune.com/Rappel-des-fondamentaux-avant,15967.html>